

ASSEMBLEE DE CORSE

1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 28 ET 29 MARS 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**REPRISE SUR PROVISION - ASSOCIATION CORSSAD
(CENTRE D'ORGANISATION REGIONAL DES SERVICES
DE SOINS ET D'AIDE A DOMICILE)**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Par un arrêt du 16 mars 2016, la Chambre des Appels Correctionnelle de Bastia a condamné les consorts Giammari pour détournement de fonds publics, au préjudice du Département de la Haute-Corse en charge du financement de l'association CORSSAD (*Centre d'Organisation Régional des Services de Soins et d'Aide à Domicile*), à payer **in solidum** à la collectivité la somme de 397.866 € de dommages et intérêts, ainsi que la somme de 3.000 € sur le fondement de l'article 475-1 du Code de procédure pénale..

Par conséquent, les services départementaux avaient émis un titre de recette n°1677 le 03 mai 2016 d'un montant total de 400 866€ en application dudit arrêt.

Par délibération en date du 24 mai 2016 « budget supplémentaire 2016 » du Conseil Départemental de la Haute-Corse, ce titre de recette avait fait l'objet d'une constitution de provision, chapitre 68 « dotations aux provisions » compte 496 pour un montant de 400 866€.

Suite à un arrêt de la cour de cassation, chambre criminelle, du 25 octobre 2017, intervenu dans le cadre du volet pénal, qui a cassé et annulé l'arrêt de la Cour d'Appel suscité pour un vice de procédure imputable au déroulé de l'audience, la collectivité doit annuler le titre de recette précité et émettre un mandat de 400 866 €.

L'affaire est renvoyée sine die pour être jugée à nouveau devant la Cour d'Appel d'Aix en Provence.

Par conséquent, je vous demande l'autorisation de reprendre totalement la provision constituée pour financer la dépense afférente sur le compte 7815 « reprise sur provisions sur risques et charges, compte 945 « provisions et autres opérations mixtes ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.